



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINEAGE

Zone industrielle de la Motte du Bois
62440 Harnes

Références : 661-2025
Code AIOT : 0007003824

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement LINEAGE implanté Zone industrielle de la Motte du Bois 62440 Harnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 août 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINEAGE
- Zone industrielle de la Motte du Bois 62440 Harnes
- Code AIOT : 0007003824
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Les installations sont destinées au stockage de produits alimentaires surgelés provenant principalement de l'établissement Mc Cain (site voisin). Le site est composé de deux bâtiments dits de "grande hauteur".

Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 2021 modifié. Il est classé à autorisation au titre de la rubrique 4735 relative à la présence d'ammoniac dans l'installation de production de froid.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bassin de confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 23/12/2022, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Visite et contrôles des installations	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.6.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 17 mars 2025, l'Inspection avait constaté que le revêtement du bassin étanche n°1 était endommagé en partie haute ainsi que les plans d'actions issues des non conformités identifiées dans les rapports de contrôle des installations frigorifiques n'étaient pas réalisées. L'Inspection avait proposée un projet d'arrêt préfectoral de mise en demeure sur ces points qui a été suivi et pris en date du 29 août 2025.

Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2025, l'Inspection a pu constater le respect des prescriptions reprises dans la mise en demeure du 29 août 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 17/03/2025type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>[...] bassin étanche n°1 de 2 511 m³ de tamponnement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie, en limite Ouest du site ; ce bassin est doté d'une vanne de</p>

<p>sectionnement.[...]</p> <p>[...] bassin étanche n°2 de 1 120 m³ à vocation de tamponnement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie, aménagé à proximité du bassin n°1, côté Nord de ce dernier[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a pu constater que le bassin avait été réparé sur la partie endommagée. L'Inspection a demandé à l'exploitant de fournir la justification de l'étanchéité de la réparation faite. Celui-ci a transmis, par courriel en date du 20/10/2025, l'attestation de l'entreprise justifiant des travaux réalisés et de l'étanchéité.</p> <p>L'Inspection a également constaté une nouvelle dégradation du revêtement en partie haute du côté opposé à la partie réparée. L'exploitant a transmis à l'Inspection, en date du 12 décembre 2025, le PV de réparation avec photo de la zone réparée datant du 5 décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Visite et contrôles des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.6.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Visite et contrôles des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, et au moins annuellement dans le cadre d'un fonctionnement normal, chaque installation doit être vérifiée dans sa totalité. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant.</p> <p>La vérification doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriels en date du 22 septembre 2025 et des 20,22 et 24 octobre 2025, les éléments de justificatifs de traitement des non conformités identifiées dans les rapports de contrôles de 2023 et 2024, dont les délais associés dans les plans d'actions respectifs sont échus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

